

CHARLES D'HOSIER, conseiller du Roy, généalogiste de sa maison, juge général des armes et des blazons et garde de l'armorial général de *France*, et chevalier de la religion et des ordres militaires de *St. Maurice*, et de *St. Lazare de Savoye*; après avoir vu les lettres patentes en forme de charte données à *Versailles*, au mois de juin, de l'an mil sept cent sept, ces lettres signées, Louis, et contresignées *Phelypeaux*, par lesquelles Sa Majesté a nobilité le Sieur *Pierre Boucher*, gouverneur des *Trois Rivières*, en la *Nouvelle France*, avecq ses enfans masles et femelles nés et à naistre, nous comme juge d'armes de *France*, et en exécution de la clause qui permet au dit Sieur *Boucher* de porter des armoiries timbrées telles qu'elles seront peintes et figurées dans les dites lettres, avons réglé pour ses armoiries à l'avenir, un écu d'azur à un chevron d'argent, sommé à la pointe d'un lis au naturel, à costé de deux glands d'or et accompagné en pointe d'un rocher de même sommé d'une croix d'or; cet écu timbré d'un casque de profil, orné de ses lambrequins d'argent, d'azur et d'or; et afin que ce règlement qui sera attaché sous le contresceau, et que nous avons enregistré dans nostre registre général des réglemens des armoiries de ceux qu'il plaist au Roy d'annoblir, puisse servir au dit Sieur *Boucher*, nous luy en avons donné le présent acte que nous avons signé de nostre seing manuel et auquel nous avons mis l'empreinte du sceau de nos armes, à *Paris*, le jedy vingt sixième jour du mois d'avril, de l'an mil sept cent huit.

(Signé,) "D'HOSIER," et scellé.

Les lettres d'annoblissement ci devant et l'acte y attaché ont esté registrés au greffe du conseil supérieur de *Québecq*, pour jouir par le dit Sieur *Boucher*, du contenu ès dites lettres et acte suivant et conformément à l'arrest de ce jour, par moy conseiller secrétaire du Roy, greffier en chef du dit conseil sousigné, à *Québecq*, le sixieme jour d'octobre, mil sept cent dix.

DE MONSEIGNAT.

*Extrait du Plumitif du Conseil Supérieur, de 1712 à 1713 folio 191.*

29 may, 1713.

Arrêt qui défend à M. *Duchesneau* de concéder aucun emplacement dans le *Bourg de Fargy*, qu'à certain taux.

Du lundy vingt neufiesme may, mil sept cent treize.

Le conseil extraordinairement assemblé, où estoient Monsieur l'intendant, Messieurs de la *Martinière*, De *Lino*, *Macart*, *Sarrazin*, *Cheron*, *Gaillard*, *Chartier* et *Hazeur*, conseillers, et le procureur général du Roy.

Entre